CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 3 décembre 2013

16844/13

SOC 984
EMPL 22
ECOFIN 1072
EDUC 450
JEUN 116

NOTE

de:	la présidence
au:	Comité des représentants permanents (1re partie)/Conseil (EPSCO)
Objet:	Examen annuel de la croissance 2014, projet de rapport conjoint sur l'emploi (RCE) et rapport sur le mécanisme d'alerte (RMA) a) Tableau de bord d'indicateurs en matière sociale et d'emploi - Chapitre 3 du RCE - *Approbation du tableau de bord*

Les délégations trouveront en annexe le chapitre 3 du rapport conjoint sur l'emploi (tableau de bord d'indicateurs en matière sociale et d'emploi), mis au point par le Comité de l'emploi et le Comité de la protection sociale, en vue de la session du 9 décembre 2013 du Conseil EPSCO.

3. TABLEAU DE BORD D'INDICATEURS CLÉS EN MATIÈRE SOCIALE ET D'EMPLOI

Ce tableau de bord est une version préliminaire, à utiliser dans le contexte du semestre européen 2014. Dans le cadre d'un processus permanent, la Commission devra poursuivre ses travaux, avec le Comité de l'emploi et le Comité de la protection sociale, afin d'améliorer les prochaines éditions du tableau de bord, éventuellement en incluant le choix des indicateurs et en tenant compte des avis du Parlement européen, des partenaires sociaux et d'autres parties prenantes.

Dans la communication sur le renforcement de la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM)[1], la Commission a proposé un tableau de bord d'indicateurs clés en matière sociale et d'emploi à utiliser dans le cadre du projet de rapport conjoint sur l'emploi. Le tableau de bord se compose de cinq indicateurs clés: le taux de chômage (tranche d'âge 15-74), le taux de jeunes qui ne travaillent pas, ne font pas d'études et ne suivent pas de formation (les "NEET"), en relation avec le taux de chômage des jeunes (tranche d'âge 15-24), le revenu disponible brut réel des ménages, le taux de risque de pauvreté (tranche d'âge 18-64) et les inégalités de revenus (ratio S80/S20). Il garantit une plus grande visibilité et facilite le repérage des grandes tendances sur le plan social et en matière d'emploi qui peuvent avoir une incidence sur le bon fonctionnement de l'UEM et justifier un suivi plus approfondi dans le cadre du Semestre européen[2]. Le Conseil européen d'octobre 2013 a conclu que l'utilisation d'un tableau de bord d'indicateurs en matière sociale et d'emploi dans le cadre du rapport conjoint sur l'emploi et d'indicateurs en matière sociale et d'emploi dans le sens de ce qui a été proposé par la Commission devrait se poursuivre, dans le prolongement des travaux pertinents menés par les comités compétents, en vue d'une décision du Conseil en décembre, l'objectif étant que ces nouveaux instruments soient utilisés dès le Semestre européen de 2014[3].

---

1 COM(2013) 690.

2 Le tableau de bord fait partie du projet de rapport conjoint sur l'emploi, fondé sur l'article 148 du TFUE et qui s'inscrit dans le cadre du Semestre européen. Il couvre tous les États membres et comprend des comparaisons avec la moyenne de l'UE. Dans certains cas, les écarts statistiques par rapport à la moyenne de la zone euro peuvent également se révéler pertinents. Le projet détaillé pour une Union économique et monétaire véritable et approfondie de la Commission dispose que la coordination et la surveillance des politiques sociales et de l'emploi devraient être renforcées au sein du système de gouvernance de l'UEM et que la convergence devrait être encouragée dans ces domaines.

3 Conclusions du Conseil européen des 24 et 25 octobre 2013.

En cas de choc économique, l'Union monétaire risque de connaître des problèmes sociaux et d'emploi en l'absence d'une mise en œuvre de mesures politiques efficaces, qui entraîneraient des disparités et une détérioration des fondamentaux économiques de l'Union européenne dans son ensemble. Les principaux canaux par lesquels les graves problèmes au niveau social et de l'emploi rejaillissent sur d'autres États membres sont le commerce intérieur et l'érosion du capital humain provoquant une détérioration des conditions de la compétitivité internationale à long terme. Il est donc dans l'intérêt de tous les États membres de veiller à ce que les défis se posant sur le plan social et en matière d'emploi soient relevés suffisamment tôt et de manière efficace[4].

L'analyse effectuée dans la présente section se fonde sur les cinq indicateurs clés présentés dans la communication précitée. Il convient que la lecture de ce tableau de bord ne soit pas mécanique mais fasse l'objet d'une interprétation plus détaillée fondée sur des outils existants (l'EPM ou mécanisme de suivi de la politique en matière d'emploi, le SPPM ou mécanisme de suivi des résultats dans le domaine de la protection sociale et le JAF ou cadre d'évaluation conjointe) et sur des ensembles de données reconnus comme l'enquête sur les forces de travail de l'Union et les statistiques de l'Union sur le revenu et les conditions de vie[5].

Les écarts mis en lumière par ce nouveau tableau de bord et les moyens de lutter contre les tendances négatives et les résultats inquiétants en matière d'emploi ainsi que les problèmes sociaux feront l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre du Semestre européen 2014 grâce à une application encore plus précise d'indicateurs supplémentaires[6], notamment au travers du processus de surveillance multilatérale, ainsi que dans le cadre de l'élaboration de recommandations par pays.

Les sous-sections qui suivent présentent un aperçu des récentes tendances socio-économiques divergentes au sein de l'Union européenne, recensant les développements les plus marquants intervenus dans les différents pays pour chacun des cinq indicateurs. Enfin, les tableaux figurant dans l'annexe donnent un aperçu de la situation par indicateur dans tous les États membres de l'UE ainsi qu'un aperçu des principaux défis en matière d'emploi recensés dans l'EPM et des tendances sociales à surveiller au moyen du SPPM.

---

4 Pour la présentation détaillée des retombées de l'évolution de l'emploi et de la situation sociale au-delà des frontières, voir: Revue trimestrielle sur l'emploi et la situation sociale dans l'UE - septembre 2013, disponible à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=1974&furtherNews=yes

5 COM(2013) 690, page 6.

6 Voir COM(2013) 690, p. 16 pour des exemples d'autres indicateurs montrant comment l'EPM, le SPPM et le JAF servent à interpréter les principaux indicateurs clés.

Les niveaux et les tendances potentiellement préoccupants en matière d'emploi et de conditions sociales, conduisant à des divergences au sein de l'UE et nécessitant une analyse plus approfondie et, le cas échéant, des mesures politiques plus audacieuses, peuvent être détectés selon trois axes:

- pour chaque État membre, la variation de l'indicateur une année donnée par rapport aux périodes antérieures (tendance historique);

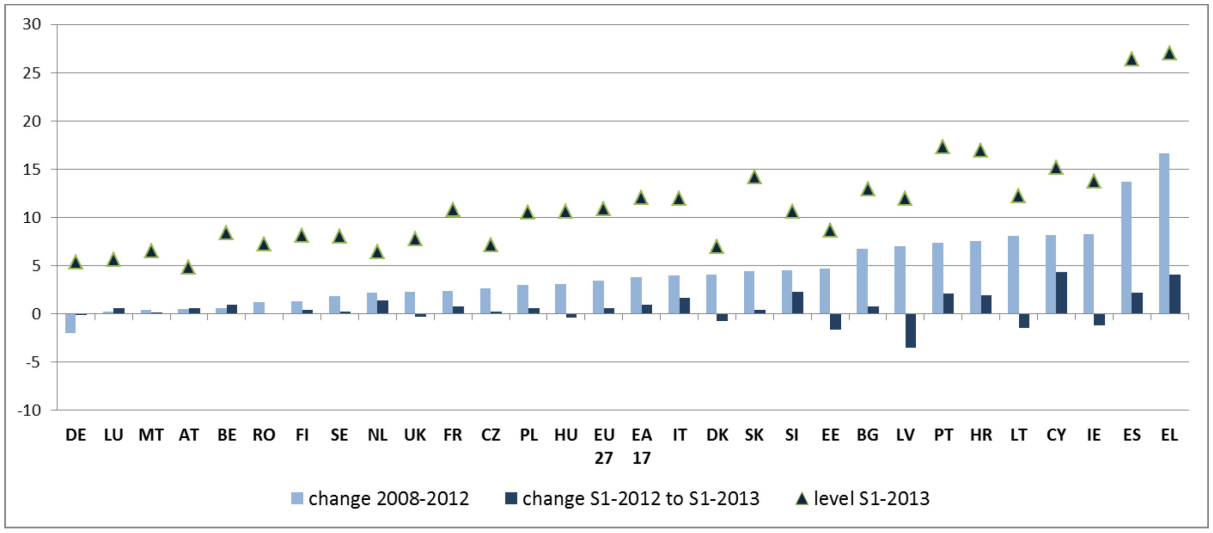
- pour chaque État membre, la différence par rapport aux taux moyens de l'UE et de la zone euro au cours de la même année (sur la base d'un instantané des inégalités sociales et des disparités en matière d'emploi);

- la variation de l'indicateur entre deux années consécutives dans chaque État membre par rapport aux variations intervenues aux niveaux de l'UE et de la zone euro (donnée indicative de la dynamique de convergence/divergence socio-économique).

3.1. Taux de chômage - variation et niveau

Pendant la crise, l'évolution des taux de chômage a divergé fortement entre les pays de l'Union européenne. Alors que, en 2012, les taux de chômage se situaient au même niveau qu'en 2008 pour LU, MT, AT, et BE (voire plus bas pour DE), ils avaient augmenté de 7 points de pourcentage (pp) ou davantage pour LT, CY et IE, voire de plus de 15pp pour ES et EL (voir le graphique I). Au milieu des années 2000, l'union monétaire a indirectement contribué à la convergence des taux de chômage entre ses États membres, notamment en raison de l'augmentation de la demande, associée à des entrées importantes de capitaux dans certains pays après l'introduction de l'euro. La crise financière et économique a toutefois entraîné une divergence des taux de chômage dans des proportions beaucoup plus importantes, en partie en raison de la lenteur du processus de désendettement et des incertitudes entourant les perspectives de reprise dans certains pays, ce qui s'est également traduit par des coûts d'emprunt élevés dans ces pays.

Graphique I: Taux de chômage - 1er semestre 2013 et changements pour les périodes 2008-2012 et 1er semestre 2012-1er semestre 2013 par pays (tranche d'âge 15-74 ans)



Source: Eurostat (EFT), calculs de la DG EMPL, classement en fonction du changement de 2008 à 2012

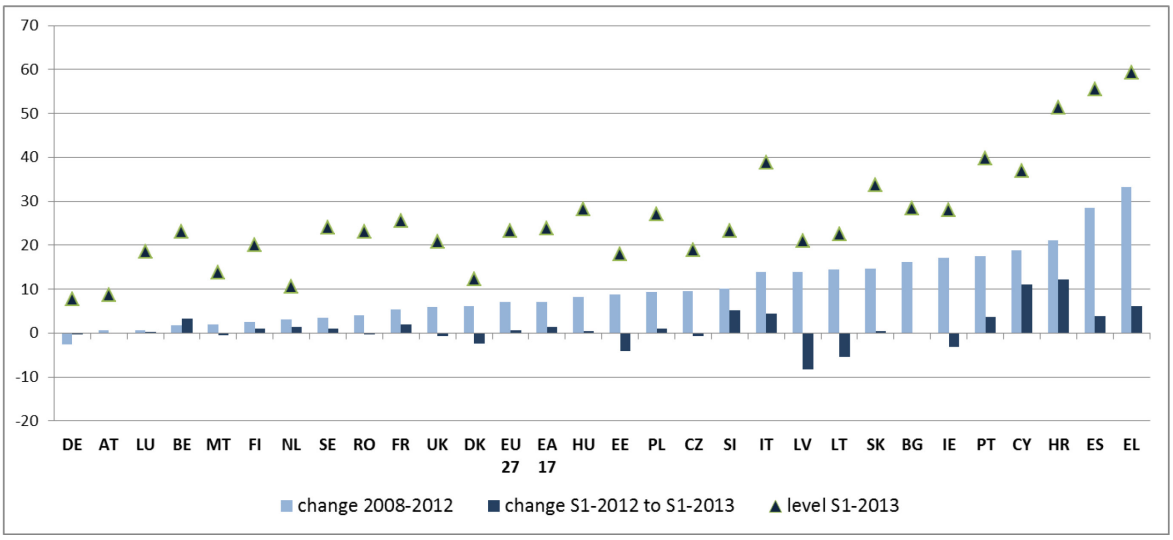
Les chiffres figurant dans les tableaux ci-joints montrent que cinq États membres (Chypre, Croatie, Espagne, Grèce et Portugal) connaissent une situation des plus préoccupantes en termes de chômage. Dans ces pays, le taux de chômage est largement supérieur aux moyennes de l'UE et de la zone euro. La hausse du chômage a aussi été relativement rapide par rapport tant aux tendances historiques qu'aux autres États membres (écart). Partant de situations différentes, l'Italie, les Pays-Bas et la Slovénie connaissent des taux de chômage qui ne sont pas extrêmes en termes de niveau, mais qui ont sensiblement augmenté ces dernières années.

3.2. Taux de chômage des jeunes et taux de "NEET" (jeunes qui ne travaillent pas, ne font pas d'études et ne suivent pas de formation) - variation et niveau.

Au cours de la période allant de 2008 à 2012, le taux de chômage des jeunes a également divergé fortement au sein de l'Union européenne. Alors que, depuis 2008, ce taux a à peine augmenté en ce qui concerne AT, LU, BE, MT et FI (et qu'il a même diminué pour DE), il a augmenté de plus de 15 pp en ce qui concerne BG, IE, PT, CY et HR et d'environ 30 pp pour ES et EL (voir le graphique IIa). Cette augmentation considérable du chômage des jeunes s'est en outre accompagnée d'une forte augmentation du taux de NEET dans la plupart des pays concernés. La proportion de jeunes qui ne travaillent pas, qui ne font pas d'études et ne suivent pas de formation a dépassé 20 % en ce qui concerne BG, IT et EL (voir le graphique IIb).

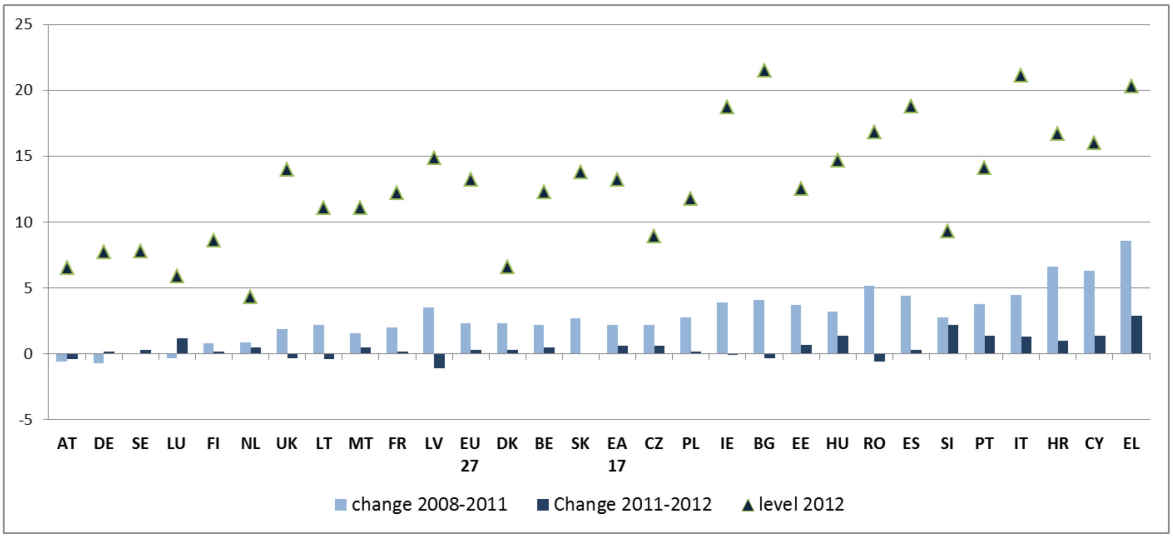
Le chômage et l'inactivité des jeunes sont particulièrement préoccupants compte tenu des effets "cicatrice" qu'ils produisent sur l'employabilité et la productivité futures des personnes en question. Les écarts actuels de taux de chômage des jeunes et de taux de "NEET" menacent de renforcer encore les divergences dans les fondamentaux socio-économiques au sein de l'Union monétaire et de l'UE à plus long terme.

Graphique IIa: Taux de chômage des jeunes - 1er semestre 2013 et changements pour les périodes 2008-2012 et 1er semestre 2012-1er semestre 2013 par pays (tranche d'âge 15-24 ans)



Source: Eurostat, statistiques de l'éducation et de la formation, calculs de la DG EMPL, classement en fonction du changement de 2008 à 2012

Graphique IIb: Taux de NEET - niveau de 2012 et changements entre 2008 et 2011 ainsi qu'entre 2011 et 2012 (tranche d'âge 15-24 ans)



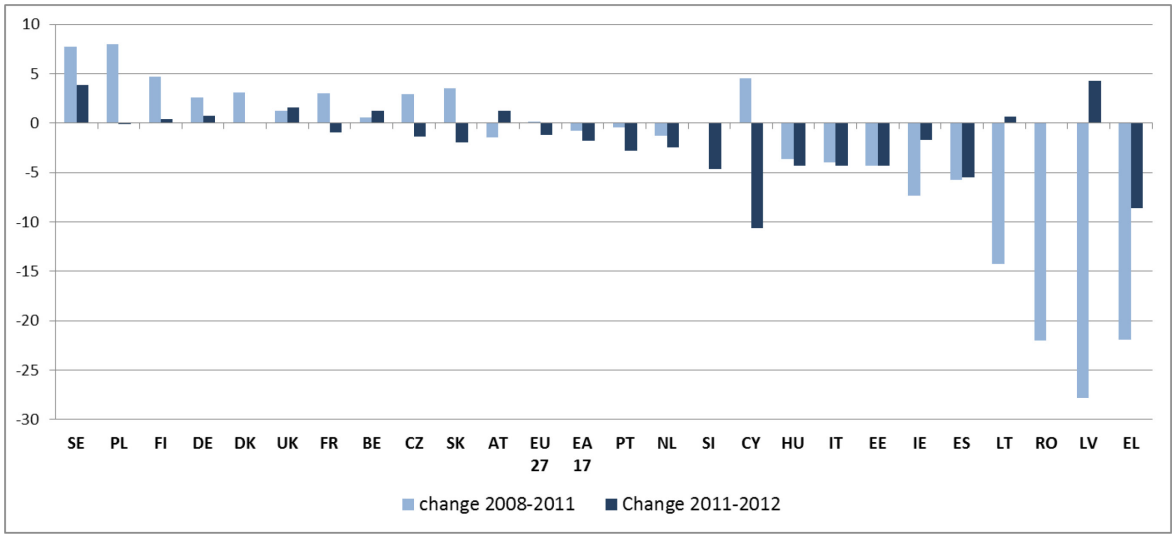
Source: Eurostat, statistiques de l'éducation et de la formation, calculs de la DG EMPL, classement en fonction du changement total de 2008 à 2012

À la lecture des chiffres figurant dans le tableau de bord (tableaux ci-joints), la situation des jeunes s'avère alarmante dans plusieurs États membres. Tout comme pour le chômage des jeunes, tant les niveaux que les tendances sont inquiétants à Chypre, en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal et en Croatie. En Slovénie et, dans une moindre mesure, en Belgique, ce sont les tendances plutôt que sur les niveaux qui sont préoccupantes, alors que l'inverse se vérifie pour la Slovaquie (taux de chômage des jeunes élevé). En ce qui concerne les taux de "NEET", tant le niveau que les tendances constituent une source de préoccupation en Grèce et en Italie. En Bulgarie, en Irlande et en Espagne, c'est le niveau qui frappe alors que pour Chypre, le Luxembourg, la Hongrie, le Portugal et la Slovénie, c'est la tendance récente.

3.3. Changement réel du revenu disponible brut des ménages

Pendant les années de crise, les revenus des ménages (mesurés par le taux de croissance du revenu disponible brut réel des ménages) n'ont pas cessé d'augmenter, bien qu'à un rythme plus lent dans un tiers des pays de l'UE (voir le graphique III). Par contraste, les revenus des ménages ont stagné en termes réels ou diminué fortement après 2009 dans les pays les plus touchés par la nouvelle détérioration de la situation économique. Les revenus des ménages ont principalement été affectés par la réduction des revenus de marché et l'affaiblissement progressif de l'incidence des transferts sociaux. En outre, le resserrement budgétaire dans certains États membres a eu des répercussions sur l'emploi et les changements apportés dans les systèmes de taxation et de prestations ainsi que les baisses de salaires dans la fonction publique ont entraîné une importante diminution du niveau des revenus réels des ménages, ce qui peut avoir contribué à l'élargissement des écarts au sein de la zone euro.

Graphique III: Changement réel du revenu disponible brut des ménages (RDBM): niveau de 2012 et changements entre 2008 et 2011 ainsi qu'entre 2011 et 2012



Source: Eurostat, comptes nationaux, calculs de la DG EMPL, classement en fonction du changement total de 2008 à 2012

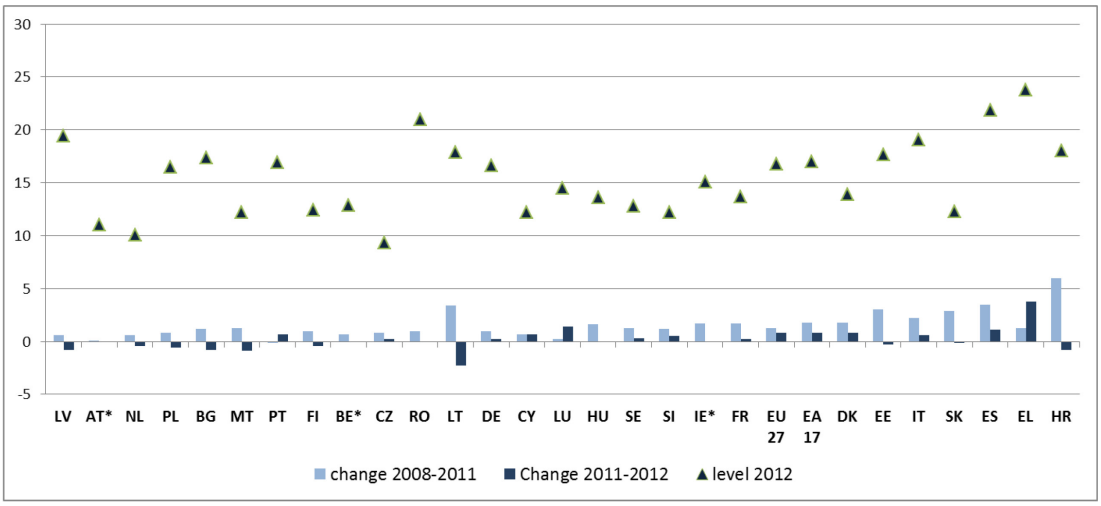
L'évolution du revenu disponible brut des ménages en termes réels se caractérise à la fois par des écarts importants et par des divergences croissantes entre États membres. Si l'on examine les données de 2012, on constate que, dans pas moins de onze États membres, le revenu disponible brut des ménages a connu une évolution négative très marquée: La Grèce et Chypre ont connu une baisse en glissement annuel de près de 10 % (EL) et de plus de 8 % (CY). Les baisses survenues en Italie, en Hongrie, aux Pays-Bas, au Portugal, en Roumanie (données pour 2011), en Slovénie et en Espagne oscillent entre 3 % et 5 %, tandis que le Danemark et la Slovaquie ont connu une baisse d'environ 1 à 2 %. Ces diminutions en glissement annuel sont particulièrement frappantes du fait que, depuis plusieurs décennies, le RDBM réel augmentait régulièrement, quoique modérément, dans toute l'Europe, en raison de la croissance économique ou de la stabilisation automatique à court terme en cas de ralentissement de l'activité économique, et que ces diminutions étaient donc plutôt exceptionnelles.

3.4 Taux de risque de pauvreté de la population en âge de travailler - variation et niveau

Les taux de risque de pauvreté de la population en âge de travailler sont en hausse dans de nombreux États membres (voir le graphique IV). Ils ont augmenté de manière significative (de plus de 2 pp) depuis 2008 en ce qui concerne DK, EE, IT, SK, ES, EL et HR.

Dans ces pays (à l'exception de DK et SK), cette augmentation s'ajoute à des taux de risque de pauvreté déjà élevés, souvent aggravés par des baisses du niveau du seuil de pauvreté au cours de la période considérée. Depuis 2009, le risque de pauvreté de la population en âge de travailler a également augmenté, quoique dans une mesure nettement moindre, dans d'autres États membres, par exemple DE, CY, LU, HU, SE et SI. Dans la plupart de ces pays, la période prolongée de croissance du PIB négative ou proche de zéro, la hausse du chômage de longue durée et l'affaiblissement progressif de l'incidence des transferts sociaux ont créé un risque de pauvreté.

Graphique IV: Taux de risque de pauvreté de la population en âge de travailler - niveau de 2012 et évolutions entre 2008 et 2011 ainsi qu'entre 2011 et 2012 (tranche d'âge 18-64 ans)[7]



Source: Eurostat, EU-SILC, calculs de la DG EMPL, classement en fonction du changement total de 2008 à 2012

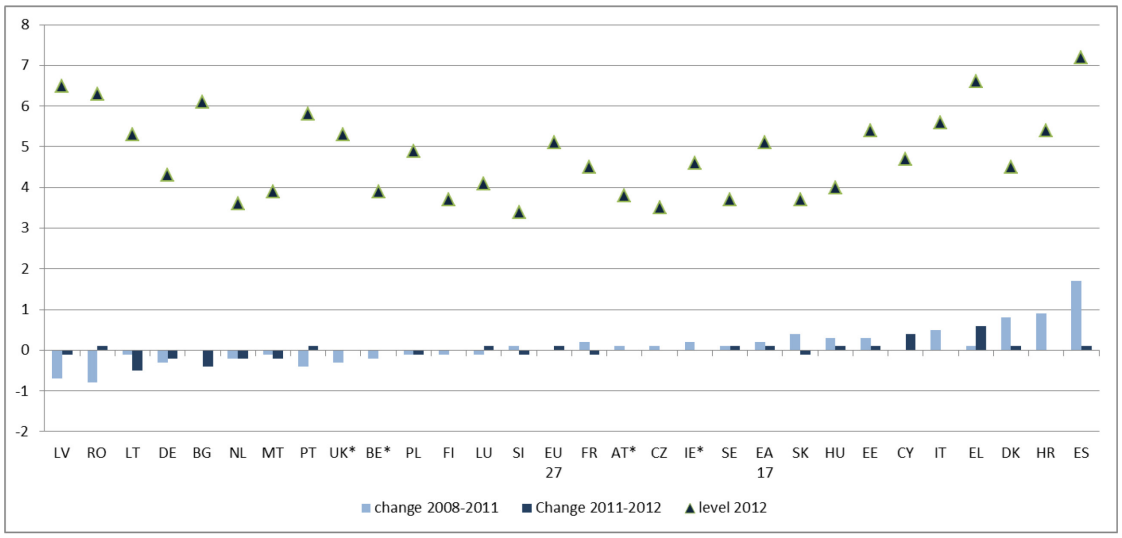
Les États membres ayant connu une hausse significative des taux de risque de pauvreté de la population en âge de travailler entre 2011 et 2012 comprennent EL, ES et LU. EE, HR, IT, LV, LT et RO ont également des taux très élevés de risque de pauvreté de la population en âge de travailler par rapport à la moyenne de l'UE, même si la hausse n'a pas été aussi forte l'année passée.

7 Pour le taux de risque de pauvreté, l'année de référence des revenus est l'année civile précédant l'année de l'enquête (2010), sauf pour le Royaume Uni (année de l'enquête) et l'Irlande (12 mois précédant l'enquête). Il en va de même pour l'indicateur d'inégalités (ratio S80/S20).

3.5. Inégalités (ratio S80/S20) - variation et niveau[8]

L'inégalité des revenus s'accroît entre les États membres, et à l'intérieur de ceux-ci en particulier ceux qui ont connu les plus fortes augmentations du chômage. (voir le graphique V). Dans de nombreux pays, la crise a renforcé les tendances à long terme à la polarisation des salaires et à la segmentation du marché du travail, qui, ajoutés à l'abaissement du niveau de redistribution assuré par les systèmes de taxation et de prestations, ont contribué à creuser les inégalités. Ces augmentations significatives des inégalités peuvent être dues au niveau élevé des taux de chômage (les hausses les plus fortes concernant le bas de l'échelle du marché du travail). Dans certains cas, l'assainissement budgétaire a également joué un rôle[9].

Graphique V: Inégalités (ratio S80/S20) - niveau de 2012 et variation entre 2008 et 2011 ainsi qu'entre 2011 et 2012



Source: Eurostat, EU-SILC, calculs de la DG EMPL, classement en fonction du changement total de 2008 à 2012

On observe des écarts importants et des divergences croissantes, en termes d'inégalités (ratio S80/S20), entre les États membres. Si l'on examine les données de 2012, les inégalités de revenus ont augmenté le plus fortement en EL et CY et elles sont d'un niveau particulièrement élevé en ce qui concerne BG, EL, ES, LV et RO, où la part des revenus de la tranche supérieure de 20 % de la répartition des revenus est au moins 6 fois supérieure à celle de la tranche inférieure de 20 %.

8 Le ratio entre les revenus des 20 % de la population ayant les revenus les plus élevés et les revenus des 20 % ayant les plus bas revenus.

9 Voir le document de travail Euromod n° 2/13.

Annexe 1: Tableau de bord d'indicateurs clés en matière d'emploi et de situation sociale en comparaison avec les moyennes de l'UE et de la zone euro*

* Pour chaque indicateur (sauf pour la croissance réelle du RDBM, représentée en valeur monétaire), les trois colonnes correspondent i) au changement en glissement annuel en termes absolus, ii) à la différence par rapport aux taux moyens de l'UE (ou de la zone euro) de la même année et iii) au changement en glissement annuel pour le pays par rapport au changement en glissement annuel au niveau de l'UE ou de la zone euro (ce qui indique si la situation du pays se détériore ou s'améliore plus vite que celle des autres pays de l'UE ou de la zone euro et met en évidence la dynamique de la divergence ou de la convergence socioéconomique). S1 signifie premier semestre, sur la base de données trimestrielles. Les dernières données concernant la croissance réelle du RDBM datent de 2010-2011 pour DK et RO. Les dernières données concernant le taux de risque de pauvreté et le ratio S80/S20 datent de 2010-2011 pour BE, IE, AT, et UK.

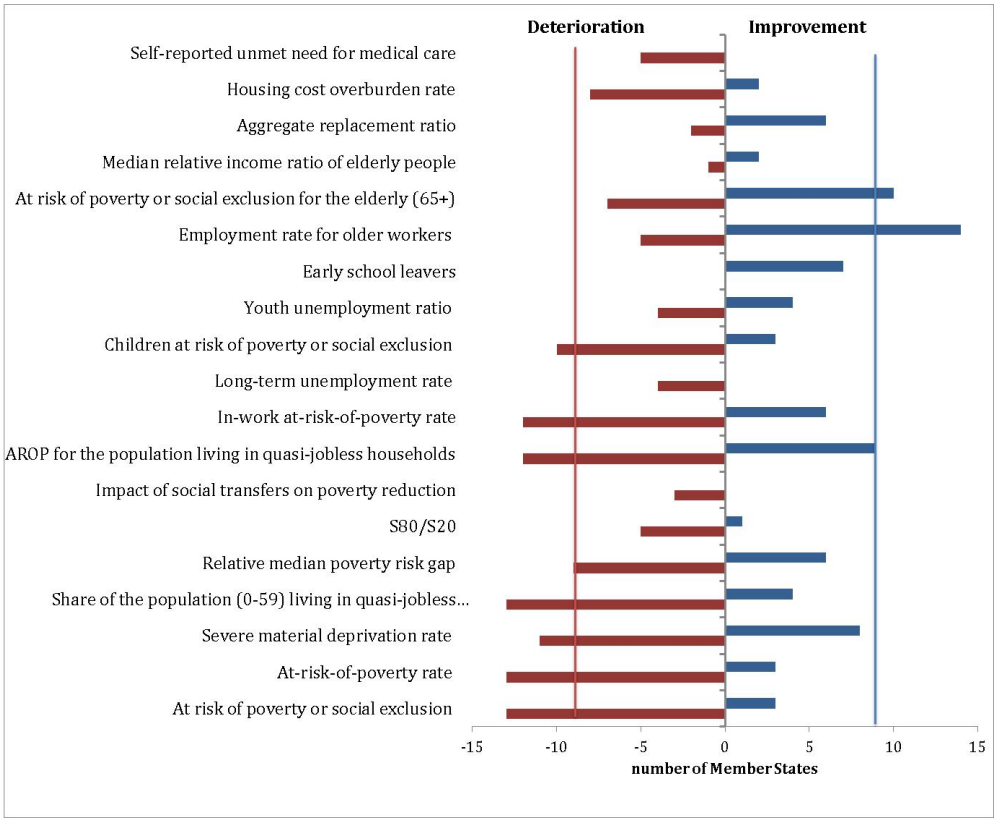
Annexe 2: Tableau synthétique des principaux défis en matière d'emploi et des résultats particulièrement bons en ce qui concerne le marché du travail selon le relevé des résultats en matière d'emploi

(D=défi; BR=bons résultats en ce qui concerne le marché du travail) – adopté en juin 2013[10].

Country	Labour market participation	Labour market functioning, combatting segmentation	Active labour market policies	Social security	work-life balance	Job creation	Gender equality	skill supply and productivity, lifelong learning	Education and training systems	wage setting mechanisms and labour cost development
BE	C	C	C	C/G				C	C	C
BG	C		C	C	C	C		C	C/G	C
CZ	C/G		C	C	C		C	C	C/G	
DK	C/G		G	C/G	G			G	C	
DE	G		C	C	C	G			C	
EE	C/G		C	C/G	C	G	C/G	C	C	
IE	C		C	C	C	C	G		G	G
EL	C	C	C	C	C	C		C	C	G
ES	C	C	C	C	C	C	G	C/G	C/G	G
FR	C/G	C	C	C/G		C		C/G		
IT	C/G	C	C	C	C	C	C/G	C/G	C/G	C
CY	C/G	C		C/G	C		C	C/G	C/G	
LV	C		C	C	C			C	C	G
LT	C	C	C	C	C		G	C	C	
LU	C/G		C	G		G		C	C/G	C
HU	C/G		C		C	C		C/G	C	
MT	C/G	G	C/G		C	G	C	C/G	C	
NL	C/G	C		C/G	C		G			
AT	C/G	G	G		C	C	C	C	C	
PL	C	C			C		C/G	C	C/G	
PT	C/G	C	C	G	G	C	G		C/G	C/G
RO	C		C	C/G	C		C	C	C	
SI	C	C	C	C	G	C	G	C	G	C
SK	C		C	C/G	C	C	C	C	C/G	
FI	C/G		C				C	G	G	C
SE	C/G		G	C/G	G			G		
UK	C/G				C		C		C/G	
HR	C		C		C		C	C	C/G	

10 http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/13/st10/st10373-re01.fr13.pdf

Annexe 3: Tableau synthétique des "tendances sociales à suivre" et des États membres présentant une détérioration ou une amélioration statistiquement significative, recensés par le suivi des résultats dans le domaine de la protection sociale[11] - adopté en janvier 2013.



2010-2011	MS with significant deterioration	MS with significant improvement
At risk of poverty or social exclusion rate	CZ, EE, IE, EL, ES, IT, LV, HU, MT, NL, SI, FI, SE	PL, PT, RO
At-risk-of-poverty rate	BE, BG, CZ, EE, EL, ES, IT, HU, NL, RO, SI SK, SE	UK, LV, LU
Severe material deprivation rate	DE, IE, EL, IT, CY, LV, LU, HU, MT, NL, FI	BE, BG, ES, LT, PL, PT, RO, SK
Share of the population (0-59) living in quasi-jobless households	BE, BG, DK, EE, IE, EL, ES, LT, LU, NL, SI, FI SE	UK, RO, PT, PL
Relative median poverty risk gap	EE, IE, EL, IT, CY, LV, HU, AT, RO	CZ, FR, LT, LU, SK, SE
S80/S20	BG, EE, EL, IT, HU	LT
Impact of social transfers on poverty reduction	BG, EE, SK	-
AROP for the population living in quasi-jobless households	BE, DE, EE, EL, ES, IT, HU, NL, RO, SI, SK, SE	DK, IE, CY, LV, LU, MT, PT, FI, UK
In-work at-risk-of-poverty rate	CZ, DE, EE, FR, IT, HU, NL, PT, RO, SI, SK, UK	BE, EL, ES, LV, LT, LU
Long-term unemployment rate	BG, IE, EL, ES	-
Children at risk of poverty or social exclusion	BG, CZ, ES, IT, LV, NL, RO, SI, FI, SE	UK, PL, DE
Youth unemployment ratio	PT, CY, ES, EL	BE, EE, LV, SE
Early school leavers	-	BG, DK, ES, CY, LU, MT, PT
Employment rate for older workers	SI, RO, PT, CY, EL	BE, CZ, DK, DE, EE, FR, IT, LV, IT, HU, MT, NL, PL, SE
At risk of poverty or social exclusion for the elderly (65+)	IE, EL, IT, LT, HU, SI, SE	BG, DK, EE, FR, CY, LV, LU, PT, RO, SK
Median relative income ratio of elderly people	LT	LV, PT
Aggregate replacement ratio	IE, LT	EL, ES, CY, LV, LU, PT
Housing cost overburden rate	BE, BG, EE, IE, EL, PL, PT, SE	DK, RO
Self-reported unmet need for medical care	BE, EE, EL, HU, RO	-

Remarque: les tendances sociales à suivre pour 2010-2011, c'est-à-dire celles pour lesquelles une détérioration a été constatée dans plus d'un tiers des États membres, sont surlignées en rouge dans le tableau de droite.

---

11 http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=9235&langId=en